

GHU AP-HP. Centre Université Paris Cité

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES COMMUN (C.C.T.P.C)

MARCHES A BONS DE COMMANDE TRAVAUX D'ENTRETIEN 2025-2029 DU GHU APHP CENTRE UNIVERSITE PARIS CITE

1. GÉNÉRALITÉS

Tous les travaux seront exécutés suivant les prescriptions des règlements en vigueur à la date d'exécution des travaux.

Les entrepreneurs seront donc tenus de se conformer, notamment :

- Aux normes françaises publiées par l'A.F.N.O.R.,
- Aux Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) et leurs additifs, publiés par le C.S.T.B.,
- Aux avis techniques en cours,
- Aux prescriptions et spécifications des R.E.E.F. et C.T.B.,
- Aux recommandations des fabricants,
- Aux C.C.A.G. et C.C.A.P. applicables aux marchés de travaux d'entretien,
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires concernant la sécurité incendie, etc.

Cette énumération est non limitative.

Toutes les marques et références de produits cités dans le présent document sont donnés à titre indicatif, ils servent à fixer le niveau de prestations et qualités à obtenir. En cas de divergence avec les produits réalisés, une refaction pourra être appliquée, ou si l'écart de niveau de prestation est trop important le remplacement, aux frais de l'entreprise, des travaux incriminés.

Nota : les marques et références de produits citées dans le bordereau seront impérativement celles à mettre en œuvre dans l'établissement, sauf si elles sont suivies du terme « ou équivalent », ceci afin d'assurer une cohérence et un suivi de la maintenance par les services techniques de l'établissement.

2. PRIX

Composition des prix

Les prix du présent bordereau sont des prix composés, établis spécialement pour les travaux dans les locaux des sites des hôpitaux du groupe APHP CENTRE de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, dans les limites définies dans chaque article.

Ces prix s'entendent HORS TAXES en EUROS et sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur (Mois M0) précisées dans l'Acte d'Engagement.

Sont également inclus dans les prix unitaires :

- Le transport à pied d'œuvre, les manutentions, les montages, les coltinages à tous les niveaux,
- Les protections nécessaires, en cours de travaux, hors cloisonnement de chantier prévu à l'article préparation du bordereau de prix,
- L'enlèvement de tous les matériels et chutes de matériaux et autres, en fin de travaux,
- Pour la main d'œuvre l'incidence des temps improductifs, les charges salariales de tous ordres, l'incidence des heures au-delà de la 35^{ème} heure, les petits déplacements et indemnités de panier,
- Pour les fournitures et matériaux, les transports pour livraison sur ce chantier, le déchargement et toutes les manutentions pour distribution sur les lieux de la mise en œuvre à quelque distance ou hauteur que ce soit,

- Pour la mise en œuvre, la location, l'amortissement, le transport et toutes manutentions compris montage ou descente du matériel et de l'outillage nécessaire, ainsi que les installations de chantier, l'enlèvement y compris manutentions de tous les déchets,
- L'ensemble des installations sera entièrement fixé et raccordé aux divers fluides et écoulements amenés à proximité par les spécialistes des lots techniques concernés. Les prix unitaires comprennent l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des installations.

Pour l'ensemble, les prix tiennent compte des frais de chantier (installation du matériel, frais fixes pour installation et repliement, locations diverse, personnel d'encadrement, frais divers de chantier) et des frais généraux (frais d'études, frais de personnel d'encadrement...).

Ils tiennent compte également :

- Des frais inhérents aux restrictions des véhicules,
- Des nettoyages systématiques et périodiques du chantier et de ses abords (des parties communes) les travaux se déroulant dans des sites occupés, des sujétions de nature diverses pour travaux effectués à la lumière artificielle, dans des locaux encombrés, en hauteur, à l'échafaudage.

Les prix unitaires du présent bordereau comprennent également les études d'exécution avec réalisation de plan au format DWG, la fabrication et la mise en œuvre d'éléments individuels incorporés ou non dans les ensembles projetés ou existants et la fourniture en fin d'opération du dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) comprenant les plans de récolement, fiches techniques, notices diverses. Un exemplaire papier et un exemplaire informatisé (plans au format DWG, autres pièces au format PDF).

3. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DE LUTTE CONTRE LES INFECTIONS NOSOCOMIALES

L'entrepreneur est tenu de se référer aux dispositions particulières d'intervention et de protection en vue de lutter contre les infections nosocomiales, selon les directives imposées par le maître d'ouvrage.

Les travaux feront l'objet d'une fiche de déclaration transmise à l'équipe opérationnelle d'hygiène qui en retour indiquera les recommandations à mettre en œuvre pour les entreprises et à maintenir pendant toute la durée du chantier.

Les dispositions principales à prendre en compte notamment sont notamment les suivantes :

- Les démolitions, déposes et travaux générant un risque d'infection se feront dans un espace clos.
- Toutes les ouvertures seront condamnées par polyane épais et/ou par cloison de cantonnement constituée de deux faces en polyane épais maintenue par des perches télescopiques type ZIPWALL ou équivalent, ou si nécessaire, une face en polyane et une face en plaque de plâtre BA13 sur ossature en sapin. Les différentes baies seront scotchées. Cette prestation sera réglée suivant le métré effectif selon le prix unitaire défini dans le bordereau de prix unitaires. Les poussières seront impérativement aspirées par un aspirateur THE à filtration absolue.
- Ces cloisonnements de cantonnement comporteront tous les jointoiements nécessaires pour une étanchéité parfaite et seront entretenues jusqu'à la fin des travaux.

4. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DE PRÉVENTION DES RISQUES

Dans le contexte de la prévention des risques liés aux travaux en milieu occupé, l'entrepreneur est tenu de se référer aux dispositions particulières selon les directives imposées par le maître d'ouvrage et conjointement par le Coordonnateur pour la prévention des risques. Ces dispositions à prendre en compte sont les suivantes :

1) Avant le démarrage du chantier :

- Élaborer son analyse de risques.
- Participer à la visite d'inspection communes (entreprise utilisatrice et entreprise extérieure), en présence, des représentants du personnel, du Coordonnateur pour la prévention des risques et, le cas échéant, de l'inspecteur du travail.

2) En phase de réalisation des travaux

- Respecter le plan de prévention et participer à une réunion de synthèse.

5. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES EN CAS DE PRÉSENCE D'AMIANTE

Les dispositions concernant les risques liés à la présence éventuelle d'amiante sont les suivantes :

L'établissement conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, annexe, au plan de prévention, lié à la prestation, son Dossier Technique Amiante (DTA). De même, ce DTA est, en permanence, consultable sur le site par le biais du référent Amiante du service technique d'un des sites concernés.

Indépendamment de ces dispositions, et avant commencement ou en cours d'exécution des travaux, l'entrepreneur supposant que le matériau lié à son intervention est susceptible de contenir de l'amiante devra le signaler au Directeur des travaux et de la maintenance technique ou à son représentant désigné, qui après consultation du DTA ou diagnostic effectué, l'autorisera ou non à réaliser les travaux.

Dans le cas de présence effective d'amiante :

Si une opération de carottage ou de percement d'un MCA doit être envisagée, le titulaire du présent marché justifiera **impérativement** - documents à l'appui - de la capacité de son opérateur à effectuer une telle prestation (opérateur **qualifié et formé** avec mise à jour vis-à-vis de la formation des personnels habilités à intervenir sur les matériaux contenant de l'amiante).

Il devra, également, conformément à la réglementation en vigueur, avoir réalisé et validé des modes opératoires pour travailler en sous-section 4 : [article R4412-145 du Code du Travail](#) ; et les soumettre à la maîtrise d'ouvrage dès que nécessaire.

Si une opération de désamiantage est nécessaire, l'établissement fera intervenir une entreprise agréée, du lot spécifique « désamiantage », dans le respect de la réglementation en vigueur.

6. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX PRESENTS LOTS

6.1. Exécutions particulières :

- Travail de nuit, du Dimanche et des jours fériés.
- Ces travaux ne seront réalisés qu'après accord écrit du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre.
- Le samedi est considéré comme un jour ouvré.

6.2. Finitions :

Les nettoyages en fin de travaux sont compris dans les prix de bordereau. À ce titre, il faut comprendre :

- Nettoyage de tous les articles livrés et posés par l'entreprise du présent lot.

7. **Obligations environnementales**

Les composants des produits mis en œuvre dans le cadre de ce marché devront autant que possible être respectueux de l'environnement et de la santé. Notamment, la rubrique n°3 des fiches de données de sécurité indiquant la composition chimique et le niveau de dangerosité selon le règlement européen CLP (Classification, Labelling and Packaging of substances and mixtures) permet d'identifier les produits portant la classification suivante :

- *Toxicité aiguë* (H300, H310, H330, H301, H311, H331, H302, H312, H332)
- *Corrosion, irritation cutanée* (H314, 315)
- *Lésions oculaires graves, irritation oculaire* (H318, H319)
- *Sensibilisation respiratoire / cutanée* (H334, H317)
- *Mutagénicité sur les cellules germinales* (H340, H341)
- *Cancérogénicité* (H350, H350i, H351)
- *Toxicité pour la reproduction* (H360, H360F, H360D, H360FD, H360Fd, H360Df, H361, H361f, H361d, H361fd H362)
- *Toxicité spécifique pour certains organes cibles* (exposition unique) (H370, H371, H335, H336)
- *Toxicité spécifique pour certains organes cibles* (exposition répétée) (H372, H373)
- *Danger par aspiration* (H304)
- *Danger pour le milieu aquatique* (H400, H410, H411, H412, H413)
- *Danger pour la couche d'ozone* (H420)

Dans une concentration supérieure à 0.05% les produits comportant un ou plusieurs risque listés ci-dessus sont par défaut proscrits. Un accord écrit du maître d'ouvrage sera alors nécessaire pour l'employer. Toutes les précautions de protections de la santé devront être mise en œuvre pour les compagnons manipulant ces produits. Une aération prolongée des locaux (minimum 24h) devra être respectée à la suite de l'application de ces produits.

7.1. Peintures :

Les peintures seront en phase aqueuse. Une attention particulière sera portée à la quantité de COV en µg/m³ après 28 jours (TVOC_{j28}). Le label A+ est un prérequis obligatoire mais non suffisant. Une attestation de teneur en COV devra être fournie en même temps que les fiches produits et FDS, si celle-ci n'apparaît pas clairement. Au-dessus d'une valeur de TVOC_{j28} = 300µg/m³, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander à l'entrepreneur de renoncer à ce produit et d'en proposer un autre.

Si l'emploi d'une peinture à base glycolée s'avère nécessaire, l'entreprise devra d'une part justifier de cet impondérable et d'autre part détailler spécifiquement les zones d'application. Un mode opératoire précisant les EPI portés et les mesures prises pour la protection de la santé et de l'environnement sera exigé (mode de nettoyage des outils, récupération et traitement des déchets, etc.).

L'emploi d'une peinture par pulvérisation proscrit de facto dans la liste ci-dessus toutes les substances présentant un risque pour la peau, les yeux ou les voies respiratoires.

7.2. Sols PVC :

Une attention particulière sera portée à la quantité de COV en $\mu\text{g}/\text{m}^3$ après 28 jours (TVOC_j28). Les produits employés devront justifier d'un TVOC_j28 inférieur ou égal à $10\mu\text{g}/\text{m}^3$. Les ragréages et colles employées se conformeront au paragraphe ci-dessus détaillant les produits dangereux proscrits. L'utilisation de colle néoprène est proscrite.

Toutes les chutes et déchets devront faire l'objet d'un recyclage par le fabricant. Un mode de tri spécifique devra être mis en place afin de garantir la récupération.

7.3. Protections antichoc :

Une attention particulière sera portée à la quantité de COV en $\mu\text{g}/\text{m}^3$ après 28 jours (TVOC_j28). Les produits employés devront justifier d'un TVOC_j28 inférieur ou égal à $10\mu\text{g}/\text{m}^3$. Les ragréages et colles employées se conformeront au paragraphe ci-dessus détaillant les produits dangereux proscrits. L'utilisation de colle néoprène est proscrite.

Toutes les chutes et déchets devront faire l'objet d'un recyclage par le fabricant. Un mode de tri spécifique devra être mis en place afin de garantir la récupération.